



## **L'échec du projet d'appui à la gestion de l'éducation (PAGED) pendant la transition démocratique au Togo (1992 - 1993)**

---

**Missiagbéto ADIKOU**

Université de Kara, Togo.

Laboratoire d'Analyse d'Histoire Socio-Politique (LAHiSPo)

Laboratoire Histoire et Développement de l'Afrique (HisDAf)

[adikoujean@gmail.com](mailto:adikoujean@gmail.com)

**Résumé :** Pendant la période de la transition démocratique au Togo (1991-1993), le premier gouvernement mis en place, a entrepris un programme d'ajustement structurel du secteur de l'éducation. Pour la réalisation de ce programme, il avait négocié avec la Banque Mondiale (BM), un projet d'appui à la gestion de l'éducation (PAGED). Ce projet visait à consolider la restructuration du Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique (MENRS). Il était placé sous la supervision d'un comité de pilotage et d'un coordinateur nommés par le gouvernement. Prévu pour trois ans, ce projet éducatif n'était pas arrivé à terme. Cette étude vise à lever quelques zones d'ombres sur l'échec de ce projet qui était destiné à assainir le secteur éducatif au Togo.

**Mots-clés :** PAGED, Banque mondiale, éducation, transition démocratique.

**The failure of the education management support project (PAGED) during the democratic transition in Togo (1992-1993).**

**Abstract:** During the period of democratic transition in Togo (1991-1993), the first government in place undertook a structural adjustment program for the education sector. For the realization of this program, he had negotiated with the World Bank (WB), an education management support project (PAGED). This project aimed to consolidate the restructuring of the Ministry of National Education and Scientific Research (MENRS). It was placed under the supervision of a steering committee and a coordinator appointed by the government. Planned for three years, this educational project had not come to an end. This study aims to raise some gray areas on the failure of this project which was intended to clean up the education sector in Togo.

**Keywords:** PAGED, World Bank, education, democratic transition.

### **Introduction**

Les différents gouvernements qui se sont succédé à la tête du Togo après la proclamation de l'indépendance, ont initié des projets éducatifs pour l'assainissement du système éducatif. Le gouvernement de transition démocratique dirigé par le Premier Ministre, Me Joseph Kokou Koffigoh n'était pas en marge de cette initiative. En partenariat avec la Banque Mondiale (BM), ce gouvernement avait mis en place un projet éducatif dénommé PAGED (Projet d'Appui à la Gestion de l'Education). Ce projet avait pour but de consolider la

restructuration du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique (MENRS). Prévus pour une durée de trois ans, ils ont été interrompus avant échéance. C'est ce constat d'échec qui nous amène à nous interroger sur le PAGED, un micro projet qui s'inscrit dans un vaste projet éducatif au Togo. Comment les acteurs éducatifs et politiques pendant la période de la transition démocratique au Togo ont-ils contribué à l'échec de ce projet ? De cette question fondamentale découlent des questions secondaires. L'atmosphère délétère de la transition démocratique n'avait pas été à n'en point douté un terrain fertile pour ce projet. Dans quelles conditions ce projet a-t-il été porté sur les fonds baptismaux ? Différents acteurs du monde éducatif et politique n'accordaient pas véritablement leur violon pour la réussite de ce projet. Quels sont les apports des différents acteurs dans ce projet ? Ce projet qui avait pour objectif de restructurer l'enseignement au Togo, n'avait pas connu une fin heureuse. Quelles sont les causes de l'échec du PAGED ? Faire la lumière sur la déroute d'un important projet éducatif pendant la transition démocratique au Togo. Tel est l'objectif principal assigné à ce travail. Trois objectifs spécifiques proviennent de cet objectif principal. Il s'agit d'abord de montrer comment la BM, malgré les divergences politiques de l'époque, avait accepté de financer ce projet. Ensuite, indiquer les stratégies et les actions menées par les acteurs politiques et éducatifs de la transition pour la formalisation de ce projet. Enfin, il s'agit de déceler les causes de l'échec de ce projet. En vue d'atteindre notre objectif, nous nous sommes basés sur les archives et quelques travaux de recherches existant sur la période de transition au Togo. Aussi, avons-nous interrogé quelques acteurs de l'époque. Ainsi, cette étude est structurée en trois parties. Il s'agit de la difficulté de la mise en place du PAGED (1), de l'action des différents acteurs du monde éducatif et politique(2) et des causes de l'échec du projet (3).

## **1. Le PAGED, un projet innovant dans une difficile transition démocratique au Togo**

Le Togo est entré véritablement dans la transition démocratique après la Conférence Nationale Souveraine (CNS) tenue du 08 juillet au 28 août 1991. Une loi organique tenant lieu de constitution (Acte 7 de la CNS) établit les règles de cette transition. Un Premier Ministre a été élu. Il fut le chef du gouvernement avec tous les pouvoirs à lui confiés. Un parlement de transition étant mis en place, le Haut Conseil de la République (HCR) pour légiférer les lois. Les membres du parti au pouvoir, le Rassemblement du Peuple Togolais, (RPT) étaient relégués au second plan. Le chef de l'Etat d'alors le général Gnassingbé Eyadema avait été dépouillé de tous ses pouvoirs (M. Adikou, 2021, p. 428- 430). Ce fut dans cette

atmosphère politique délétère que le projet PAGED a vu le jour avec l'appui financier de la Banque Mondiale.

### 1.1. *La Banque Mondiale (BM) au cœur des projets éducatifs au Togo*

Depuis la réforme de l'enseignement au Togo en 1975 dont les principes directeurs étaient de « rendre l'école nouvelle réellement démocratique et d'offrir les chances égales à tous les citoyens »<sup>1</sup>, jusqu'aux années 1990, la BM, avait financé deux projets dans le domaine de l'éducation au Togo. Il s'agit du Projet – Education Banque Mondiale I et Education Banque Mondiale II.

Le premier projet avait un double objectif. Il était question d'aider le Togo à améliorer la qualité de l'enseignement primaire et à former une main d'œuvre qualifiée pour assurer le développement du secteur agricole. Il a été financé par l'Association Internationale pour le développement (en Anglais IDA), une filiale de la BM au moyen d'un crédit à hauteur de onze millions de dollars, signé le 15 septembre 1980<sup>2</sup>. Cinq années plus tard, le deuxième projet a vu le jour.

Le deuxième projet dont l'accord de financement est rentré en vigueur le 28 février 1985, avait pour objectif d'améliorer la qualité de l'enseignement et la gestion de l'éducation. Il a été financé à 12,4 millions de dollars par l'IDA<sup>3</sup>. Il avait permis la formation et le recyclage des instituteurs et le démarrage de la fourniture des documents, notamment les livres aux élèves. Cette année, selon un tableau signalétique tiré de la direction de la planification, le taux de la scolarisation est de 52,6% (K. Agbobli, 1987, p. 17). Selon Dossèh Tèttèkpoé :

Ce projet était une opportunité pour le Togo d'assoir véritablement les bases d'une éducation assainie et pérenne. Elle avait apporté sa touche à l'organisation des Etats généraux de l'éducation que j'avais présidés. A la suite de la réforme de l'éducation de 1975, ces Etats généraux avaient réitéré une fois de plus des aspects de la réforme non appliqués. Le problème du Togo et peut-être de l'Afrique, c'est la non application des textes...

Entretien avec Dossèh Tèttèkpoé le 19 décembre 2021

---

<sup>1</sup> Ministère de l'éducation Nationale et de la recherche scientifique, 1975, document intitulé « la réforme de l'enseignement au Togo » cité par Wiyao Evalo (2021, p. 279).

<sup>2</sup> Le coût global de ce projet a été estimé à 16,8 millions de dollars dont 65,5%, soit 11 millions de dollars, financé par l'IDA. Confer Aperçu général sur la coopération multilatérale entre la Banque Mondiale et le Togo dans le domaine de l'éducation, rédigé par Edoh Kodjo Agbobli le 16 juin 1992 (Archives du ministère du plan).

<sup>3</sup> Le coût global de ce deuxième projet était estimé à 14 millions de dollars dont 89 % soit 12.4 millions de dollars financé par l'IDA. Confer Aperçu général sur la coopération multilatérale entre la Banque Mondiale et le Togo dans le domaine de l'éducation, rédigé par Edoh Kodjo Agbobli le 16 juin 1992 (Archives du ministère du plan).

A l'analyse, ces deux projets avaient permis, tant soit peu à assainir le domaine éducatif au Togo. Ce fut dans la continuité de l'amélioration du secteur éducatif au Togo que le PAGED a vu le jour.

### 1.2. *Le PAGED, un microcrédit dans les reformes de l'enseignement au Togo.*

En novembre 1991, une mission de la BM était en visite au Togo pour évaluer le deuxième projet- éducation susmentionné. Au cours de cette mission d'évaluation, cette institution avait proposé aux autorités togolaises de faire un programme d'ajustement structurel du secteur de l'éducation (PASE) au Togo. Ainsi, en attendant le PASE, le gouvernement togolais avait demandé l'assistance financière à IDA pour la réalisation d'un projet intermédiaire. Cette association affiliée à la BM n'avait ménagé aucun effort pour préparer, en collaboration avec le MENRS, ce projet transitoire de renforcement des capacités de gestion dans le secteur éducatif. Le projet fut dénommé PAGED. Ce fut un micro projet prévu pour une durée de trois ans dont le coût estimatif était fixé à cinq millions de dollars. La restructuration du MENRS fut l'objectif assigné à ce projet<sup>4</sup>.

Consolider la restructuration du MENRS, était l'objectif fondamental du PAGED. Les propos de, Edoh Kodjo Agbobli le souligne fort bien :

Le PAGED étant un projet transitoire entre les projets Education I et II et le PASE, il vise à donner à tous les décideurs du secteur éducatif du Togo, les moyens d'améliorer leur capacité à exécuter les politiques et stratégies du PASE. Il s'agit d'améliorer le système de réseau des écoles et le système d'information.

Entretien avec Kodjo Agbobli, le 20 mars 2017

Dans cette restructuration, il s'agit de promouvoir un travail de recherche-action traitant les problèmes importants du secteur au niveau de l'école : le redoublement, la participation des filles, la supervision de l'enseignement, la mise en application des programmes, etc. Ce travail sera mené simultanément dans toutes les régions du pays tant dans l'enseignement public que privé. Le système d'information consiste en la mise en place d'un système d'information qui prend en compte l'atlas scolaire, l'annuaire statistique sous forme informatisée et le fichier du personnel informatisé. L'accent sera mis sur le développement d'une capacité régionale de collecte et d'utilisation des données<sup>5</sup>. *In fine*, c'est une supervision pédagogique qui sera assurée par les directeurs d'établissements formés par des inspecteurs de l'éducation et des conseillers pédagogiques qui seront initialement formés par le projet.

---

<sup>4</sup> Archives du ministère de l'enseignement primaire, secondaire, technique, de la formation professionnelle et de l'artisanat.

<sup>5</sup> Archives du Ministère de l'Enseignement primaire, secondaire...

L'objectif du PAGED fut d'autant plus noble et d'utilité publique que le directeur de cabinet du MENRS dans un mémorandum du 26 juin 1992 écrivait :

Aujourd'hui, le cabinet du MENRS a un seul défi à relever : prendre ses responsabilités pour redresser son secteur en définissant une politique de gestion qu'il doit pouvoir contrôler. A cet effet, le Projet d'Appui à la gestion de l'Education (PAGED) constitue un cadre qui lui sera d'une grande utilité.

Memo du directeur du cabinet du MENRS le 26 juin 1992

En clair, à travers ce mémorandum, il est établi que la direction du cabinet du MENRS était fortement impliqué dans ce projet. C'était au cours du démarrage de ce projet qu'ont eu lieu les états généraux de l'éducation au Togo en mai 1992. Ces états généraux avaient recommandé une meilleure organisation et une efficacité des structures centrale et régionale du Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique (MENRS) pour un meilleur pilotage du système éducatif national<sup>6</sup>. Avec cette recommandation d'assainir le système éducatif, les acteurs du monde éducatif et politique avaient joué leur partition pour la mise en place de ce projet.

## **2. L'action des différents acteurs à travers une fragile collaboration**

Pour la mise en place et le déroulement du PAGED, outre l'équipe de la BM et IDA, il y a un comité de pilotage créé par le gouvernement et un coordonnateur nommé à cet effet. On eût dit que leur action conjuguée n'avait pas été un terrain fertile pour l'aboutissement de ce projet.

### *2.1. Les acteurs externes indispensables au projet*

Pour la réussite de ce programme qui est en réalité un audit du système éducatif au Togo pendant la période de transition démocratique, selon les propos de Stanislas Bamouni Baba « il faut des moyens financiers adéquats »<sup>7</sup>. Ce moyen a été fourni en grande partie par la BM et sa filiale qui font parties intégrantes dudit projet. Nous les appelons abusivement des acteurs externes parce que le projet concerne exclusivement le Togo.

- La Banque Mondiale (BM), le bras financier du projet.

Créée le 27 décembre 1945 après la signature des accords de Bretton Woods le 22 juillet 1944, la BM est une institution financière internationale. Elle a été mise en place principalement pour aider l'Europe et le Japon dans leur

---

<sup>6</sup> Rapport final Etats généraux de l'éducation, de la Formation et de la Recherche scientifique et technologique au Togo du 04 au 13 mai 1992.

<sup>7</sup> Entretien avec Stanislas Bamouni Baba le 20 juin 2020 au Salon de l'aéroport Gnassingbé Eyadema à 11h 45.

reconstruction, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Avec le mouvement de décolonisation dans le monde (1946-1960), elle se fixa un objectif supplémentaire, celui d'encourager la croissance économique des pays en voie de développement<sup>8</sup>.

Au nom de ce second objectif, elle accorde des prêts à des pays pauvres en voie de développement pour des projets d'investissement. Aussi fut-elle un partenaire financier des pays africains dont le Togo depuis la période des indépendances. Elle avait signé des accords de coopération multinationale avec ceux-ci. C'est justement au nom de ces accords qu'elle finance plusieurs projets dans beaucoup de domaines dont l'éducation. Elle se compose de deux institutions : la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) et l'Association Internationale pour le Développement (en Anglais IDA). Ces deux filiales sont créées pour lutter contre la pauvreté en apportant des aides, des financements et des conseils aux Etats en difficulté<sup>9</sup>.

- Association internationale de développement (IDA), une filiale de la BM.

L'IDA est créée le 24 septembre 1960. Elle est une des deux filiales de la BM basée à Washington qui octroie des prêts et des dons aux pays les plus pauvres pour soutenir leur essor économique. Elle est chargée des questions de financement éducatif.

Cette association vise à réduire la pauvreté en accordant des prêts, appelés « crédits » et des dons destinés à des programmes de nature à stimuler la croissance économique, à réduire les inégalités et à améliorer la vie des plus démunis<sup>10</sup>. Elle figure parmi les principaux bailleurs des fonds des pays les plus pauvres de la planète dont la majorité se trouve en Afrique. Les statuts de l'IDA sont rentrés en vigueur en 1961. En cette année, les premiers prêts ont été accordés à quatre pays (Chili, Honduras, Inde et Soudan). Elle représente la plus importante source de fonds contribués par des donateurs aux services sociaux de base dans ces pays<sup>11</sup>. Ce fut dans cette atmosphère de partenariats et de soutien aux pays pauvres qu'elle a donné son accord pour le financement du projet PAGED pendant la période de transition démocratique au Togo.

Après l'accord de financement signé par M. J. Gillette, Directeur département Afrique occidentale et centrale IDA, une mission des bailleurs de

---

<sup>8</sup> <http://www.go.worldbank.org>, consulté le 30 juin 2021 à 10 h.

<sup>9</sup> <http://www.go.worldbank.org>, site consulté le 31 juillet 2021 à 8h 30.

<sup>10</sup> <https://ida.banquemondiale.org/fr/quest-ce-que-ida>, consulté le 10 janvier 2022 à 10h 30.

<sup>11</sup> Idem.

fonds de l'institution fut envoyée à Lomé pour rencontrer les acteurs nationaux togolais le 27 mars 1992<sup>12</sup>.

## 2.2. *Les acteurs internes : les bénéficiaires du projet.*

Un comité de pilotage et une coordination générale furent les deux répondeurs nationaux pour la gestion du PAGED.

### - *Le coordinateur du projet*

Le 29 mai 1992, par un arrêté ministériel, Dosseh Tèttèkpoé fut nommé coordinateur du projet<sup>13</sup>. Agé de 58 ans, il fut un acteur féru de l'éducation au Togo. Il avait fait ces preuves dans le domaine éducatif pendant presque une génération.

En effet, Dosseh Tèttèkpoé avait passé vingt ans (octobre 1964 - octobre 1984) dans le domaine de l'enseignement, avant de prendre une retraite anticipée en 1984. Au cours de sa carrière, il a joué d'importants rôles dans l'éducation au Togo. Il avait été successivement censeur et proviseur au lycée de Sokodé, proviseur au lycée de Kpodzi (Kpalimé), proviseur au lycée 2 Février de 1975 jusqu'à sa retraite en 1984. Après sa retraite, il a toujours continué à œuvrer dans le domaine éducatif. Ainsi, il a été président de la commission éducation à la Conférence Nationale Souveraine au Togo, président des Etats généraux de l'Education au Togo en 1992, etc<sup>14</sup>.

C'est sans doute, au regard de ces expériences avérées dans le monde éducatif qu'il fut nommé coordinateur du projet PAGED. La mission de ce dernier est de coordonner les interventions des spécialistes tout au long de ce projet. Il est chargé d'établir les programmes d'activité dans le cadre du projet à soumettre au comité de pilotage. Conseiller auprès du MENRS, il a plusieurs autres attributions, notamment assurer la liaison avec les Ministères du Plan et de l'Aménagement du Territoire et le Ministère des Finances et de l'Economie en ce qui concerne les opérations des bailleurs de fonds et des Organisations Non-gouvernementales (ONG). Ce fut ces diverses activités qui étaient à l'agenda du coordinateur du projet.

---

<sup>12</sup> Note N° 85/ MENRS/DGPE du directeur général de la planification Edoh Kodjo Agbobli à l'intention du ministre de l'éducation nationale et de recherche scientifique le 23 juin 1992.

<sup>13</sup> Arrêté N°047/MENRS portant nomination du coordinateur du projet signé le 29 mai 1992 par le ministre de l'Education nationale et de la recherche scientifique, de la période de transition démocratique au Togo, Jean Kouassi Anani.

<sup>14</sup> Entretien avec Dosseh Tèttèkpoé le 19 décembre 2021 à domicile à Lomé (quartier Djidjolé) à 10h.

En plus de ces activités, il était chargé d'organiser le travail du comité de pilotage, de contrôler les budgets et les comptes rendus préparés pour discussion à l'assemblée du comité de pilotage<sup>15</sup>.

- *Le comité de pilotage*

Mis en place le 03 juillet 1992<sup>16</sup>, ce comité comprend onze (11) membres<sup>17</sup>. Présidé par le directeur de cabinet du MENRS, la feuille de route de ce comité a été dense. Il avait en charge entre autres de servir d'unité d'exécution du programme du secteur, de faciliter le flux d'informations et l'échange de vues sur les activités du secteur. Ce comité doit également contrôler la préparation des rapports financiers mensuels et préparer des programmes d'action pour concrétiser les prévisions budgétaires, etc<sup>18</sup>.

Au demeurant, le comité de pilotage composé des acteurs du monde éducatif, organisait des réunions selon la feuille de route à lui confier. Pour le fonctionnement de ce comité, le coordinateur Dosseh Tèttèkpoé souligne que :

Ceux qui ont été choisis pour siéger dans ce comité, étaient des personnes du domaine. On ne pouvait pas trouver mieux. Mais les problèmes de personnes occasionnés par les pesanteurs sociopolitiques de l'époque, avaient mis du plomb dans l'aile de ce comité qui pourtant était bien constitué pour la réussite de ce projet.<sup>19</sup>

A l'analyse, il ressort que ce comité de pilotage avait des difficultés pour son fonctionnement. Les prérogatives du coordinateur, du comité de pilotage et celles des bailleurs de fonds étant définies, le cadre était assaini pour le déroulement effectif du projet.

---

<sup>15</sup> Article 6 de l'arrêté N° 056 / MENRS portant création du comité de Pilotage du Projet, du 03 juillet 1992

<sup>16</sup> Arrêté N°056/MENRS portant création du comité de pilotage du projet.

<sup>17</sup> Les onze membres du comité de pilotage

- Directeur de cabinet du MENRS.
- Directeur général de la planification
- Directeur de la DIFOP
- Directeur de l'Enseignement du Premier degré
- Directeur de l'Enseignement du Second degré
- Directeur de l'Enseignement du Troisième degré
- Directeur des Affaires communes
- Directeur de l'Institut des Sciences de l'Education
- Directeur des examens et concours
- Coordinateur du PAGED
- Responsable du Réseau des Ecoles d'Observation

Confer l'Article 3 de l'arrêté N° 056 / MENRS portant création du comité de Pilotage du Projet, du 03 juillet 1992

<sup>18</sup> Article 3 de l'arrêté N° 056 / MENRS portant création du comité de Pilotage du Projet, du 03 juillet 1992.

<sup>19</sup> Entretien avec Dosseh Tèttèkpoé le 19 décembre 2021 à domicile à Lomé (quartier Djidjolé) à 10h.



### 3. Le PAGED, un projet éducatif de plus au Togo ?

Du 10 au 19 juin 1992, une mission de la Banque Mondiale dirigée par Robert Prouty est arrivée à Lomé pour l'évaluation du projet. Après la mission d'évaluation, le déroulement du projet fut mis en branle.

#### 3.1. *Le déroulement du projet, un agenda en quatre étapes*

Prévu pour trois ans, le calendrier du déroulement du projet a été séquencé en quatre temps. La première période va de juin à septembre 1992. Plusieurs activités étaient prévues pendant cette phase. Il s'agit du lancement des appels d'offres pour les travaux préparatoires à la mise en œuvre du réseau des écoles d'observation. Il s'agit également de faire le choix et l'installation du spécialiste du réseau d'écoles d'observation et du spécialiste du système d'information et enfin, faire le dépouillement des offres pour les équipes d'enquête. La deuxième phase d'exécution du projet va du mois d'octobre à décembre 1992. Il était question de la mise en place de la première phase de réseau d'écoles d'observation. De janvier en juin 1993, était prévue la troisième phase du projet. L'objectif de cette phase est, d'évaluer le projet d'identifier des professeurs et des directeurs pour les groupes de travail auprès du réseau d'école d'observation, etc. La dernière phase est fixée pour un an, de juin 1993 à juin 1994. Il s'agit de la mise en application du projet et des interventions dans les écoles d'observation.

Des rencontres ont été tenues par le comité de pilotage avec la présence effective du coordinateur pendant la première phase opératoire du projet pour suivre l'avancement des travaux. Ainsi les 10 et 15 juin 1992 ainsi que le 11 août 1992, furent tenues des rencontres successives à la salle de conférence du MENRS dans une atmosphère conviviale. A la dernière réunion du comité, le 11 août, il a été souligné par le coordinateur que plusieurs points prévus à cette première phase du projet n'ont pas été exécutés faute de financement. A cette rencontre, un calendrier actualisé du programme des activités de la deuxième phase du projet qui devrait s'étaler jusqu'en décembre 1992 a été proposé par le coordinateur avec à la clé un voyage d'étude en Guinée Conakry et au Sénégal. Le coordinateur, Dosseh Tettètkpoé avait abondé dans le même ordre d'idée dans une déclaration: « avec un retard de calendrier, je suis finalement parti le 25 janvier 1993, en mission d'étude à Dakar (Sénégal)<sup>20</sup> ».

---

<sup>20</sup> Entretien avec Dosseh Tettètkpoé le 19 décembre 2021 à Lomé (quartier Djidjolé) à 10h.

Si le capital humain était abondant et diversifié dans la mise en œuvre du PAGED, les ressources financières avaient brillé par leur rareté ou le peu qui existait était sans doute mal géré.

### 3.2. *Une lenteur constatée dans le financement du projet.*

Pour la réussite du PAGED, le coût financier était estimé à 5 millions de dollars. Ce montant fut financé à hauteur de 60% par l'IDA et les 40% par l'Etat togolais. Pour le démarrage des activités, quelques difficultés financières ont été constatées.

En effet, au cours de la présentation de l'état d'exécution des activités du projet à la réunion du 11 août 1992, sus-évoquée, le coordinateur avait souligné certains obstacles. Il s'agit de la copie de l'accord de crédit envoyé à la signature du Ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire par la BM qui avait disparu du circuit. Après les recherches infructueuses, une autre copie dudit accord fut envoyée à l'institution financière. Ce fut à la faveur de ce deuxième envoi que le financement a été effectif. La part de l'Etat avait également connu un retard.

En effet, la contrepartie du financement du projet qui devrait être versée par l'Etat togolais, n'avait pas été décaissée à temps. Pour justifier ce retard, Victor Alipui déclara :

Avec la crise politique qui prévalait à l'époque de la transition démocratique au Togo, le pays traversait des difficultés financières de tout ordre. Il a fallu des sacrifices énormes pour le gouvernement dirigé par Kokou Koffigoh pour arriver à débloquer ces fonds pour financer ce projet.

Entretien avec Victor Alipui le 20 janvier 2022

Tous ces problèmes financiers ont mis un bémol sur les activités du projet qui a certes démarré mais avec un léger retard. Il faut souligner aussi que l'atmosphère politique qui prévalait à l'époque n'était pas des plus roses.

### 3.3. *La gestion de la transition démocratique au Togo, une épine au pied du PAGED ?*

La transition démocratique au Togo a été prévue pour une durée d'un an (28 juillet 1991 au 28 juillet 1992). Par un consensus entre le pouvoir et l'opposition, elle a été prolongée jusqu'au 31 décembre 1992. A la fin de cette période, les gouvernements successifs du Premier Ministre Jodeph Kokou Koffigoh n'étaient pas arrivés à organiser les élections qui fut la principale mission de leur feuille de route (M. Adikou, 2008, p.48).

Eu égard aux tensions politiques et aux contentieux électoraux, ils n'étaient pas arrivés à la hauteur de cette tâche. Ce fut dans cette impasse que le troisième gouvernement de la transition avait négocié le projet PAGED avec la Banque Mondiale. La fin de la deuxième phase du projet coïncida avec la fin de la transition le 31 décembre 1992. C'est alors qu'un nouveau gouvernement appelé « gouvernement de crise » fut mis en place le 12 février 1993 pour l'organisation des élections. Ces élections prévues pour le 25 août 1993, furent organisées sur fond de tension (M. Adikou 2008, p.50). Dans ce nouveau gouvernement, Stanislas Bamouni Baba, fut nommé par décret N° 93 - 002 / PR du 12 février 1993 en remplacement de M. Jean Kouassi Anani, à la tête du MENRS. Un mois après sa nomination, le nouveau ministre mis fin à la mission du coordinateur qui était absent du pays.

En effet, par arrêté N° 001/ MENRS/CAB du 10 mars 1993, le ministre Stanislas Bamouni Baba mis fin à la mission du coordinateur du PAGED qui était officiellement parti en mission à Dakar. Sur ce sujet, le ministre affirme que :

La mission du coordinateur devra durer 2 semaines. Parti le 25 janvier, il devrait rentrer le 08 février 1993. Force est de constater que jusqu'au 10 mars, il n'était pas rentré. Nos investigations ont montré qu'il avait quitté Dakar. Donc cette absence fut considérée comme un abandon de poste. Comme ce fut un décret qui avait nommé le coordinateur, un autre décret peut le dégommer. C'est ce que nous avons fait.

Entretien avec Stanislas Bamouni Baba le 20 juin 2020

La gestion du projet fut alors transférée à la direction de l'exécution des Projets Education à la direction générale de la Planification de l'éducation (Article II de l'arrêté N° 001/ MENRS/CAB du 10 mars 1993). Dès lors, on eût dit que le PAGED a été mis au garage. Au retour du désormais ex- coordinateur du projet de Dakar, un bras de fer s'était installé entre ce dernier et son ministre de tutelle sur le matériel de travail de son bureau et ses indemnités de fonction. En effet, parti le 25 janvier 1993, Dosseh Tèttèkpoé ne sera de retour à Lomé que le 02 août 1993. Après son entretien avec le Ministre Baba le 06 août, il lui adressa une note pour réclamer ses indemnités de coordination de cinq mois : de novembre 1992 à mars 1993. Le Ministre a opposé une fin de non-recevoir prétextant qu'il n'a pas été au poste pendant cette période. Comme cela ne suffisait pas, une demande d'explication lui a été adressée par l'inspection d'Etat sur la disparition des matériels du projet. En réponse le coordinateur dit avoir constaté à son retour de Dakar que son bureau a été vandalisé à son absence tout comme d'autres bureaux du MENRS. C'est ainsi que ce projet est tombé dans les oubliettes. Sur le sujet, le professeur Aimé Gogué pense que :

le PAGED, était un noble projet destiné à assainir l'univers scolaire du Togo eu égard à de nombreux dysfonctionnements. Ce projet pouvait bien fonctionner si les acteurs politiques

et de l'éducation accordaient leur violon. L'atmosphère politique qui prévalait au cours de la transition démocratique au Togo fut également un terreau fertile pour l'échec de ce projet.

Entretien avec le professeur Aimé Gogué le 13 février 2020

Au demeurant, les querelles intestines liées à l'atmosphère politique de la transition démocratique au Togo n'a pas été favorable à la mise en œuvre du PAGED, ce noble projet destiné à assainir le domaine éducatif togolais.

## Conclusion

L'éducation scolaire mise en place en Afrique pendant la période coloniale a été pérennisée par les gouvernements successifs après les indépendances. La Banque Mondiale est restée du côté de ces pays africains qualifiés de tiers mondes par les Occidentaux en finançant plusieurs projets dans divers domaines notamment dans le domaine éducatif. C'est sa filiale IDA qui est à la charge de ces projets éducatifs. Le Togo faisait partie de ces bénéficiaires. Ainsi pendant la période de transition démocratique au Togo (1991- 1993), le projet PAGED a été négocié par le gouvernement togolais. C'était un projet novateur prévu pour trois années. Malheureusement, les velléités dans la gestion des ressources disponibles et l'atmosphère politique de la période de la transition démocratique, n'avaient pas permis au PAGED d'arriver à échéance. Ainsi les résultats escomptés de ce projet, n'étaient pas au rendez-vous. Malgré les efforts par la suite, le secteur éducatif togolais a fait les frais de cet échec et a gardé les séquelles.

## Sources et Bibliographies

### 1. Sources

#### 1.1. Sources orales

	Nom et Prénoms	Qualité	Date, lieu et heure de l'entretien	Sujet de discussion
01	Dosseh Tèttèkpoé	Enseignant à la retraite, coordonnateur du projet PAGED	Le 19 / 12 / 2021 A Lomé (quartier Djidjolé) à 10h	Rôle joué dans l'éducation au Togo et dans le projet PAGED.

02	Kodjo Agbobli	Enseignant- chercheur des universités à la retraite, ex-directeur général de la planification pendant la période de la transition démocratique au Togo.	Le 20/ 03/ 2017 à l'auditorium de l'Université de Lomé à 16h	L'importance du projet PAGED pour le secteur éducatif au Togo
03	Gogué Tchabouré	Professeur d'université à la retraite, Ancien ministre du plan pendant la transition démocratique au Togo.	Le 13/02/ 2020 à Lomé à 15h 30.	Nature et fonctionnement du projet PAGED
04	Stanislas Bamouni Baba	Ancien ministre du plan Et ancien ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique pendant la transition démocratique au Togo	Le 20/ 06/ 2020 au Salon de l'aéroport Gnassingbé Eyadema à 11h 45	Limogeage du coordinateur et la suite du projet
05	Victor Alipui	Ancien Ministre de l'économie et des finances Pendant la transition démocratique au Togo	Le 20 / 01/ 2022 A Lomé (commune du golfe 5)	Financement du PAGED

## 1.2. Sources écrites

### • Sources électroniques

- <http://www.go.worldbank.org>, consulté le 30 juin 2021 à 10 h.
- <http://www.go.worldbank.org>, site consulté le 31 juillet 2021 à 8h 30.
- <http://www.worldbank.org/ida/what-is-ida/ida-brochure-french.pdf> consulté le 2 août 2021 à 11h.

- <https://ida.banquemonddiale.org/fr/quest-ce-que-ida>, consulté le 10 janvier 2022 à 10h 30.

- **Documents officiels**

- Memo du directeur du cabinet du MENRS le 26 juin 1992....

- Rapport final Etat généraux de l'éducation, de la Formation et de la Recherche scientifique et technologique au Togo du 04 au 13 mai 1992.

## 2. Bibliographie

ADIKOU Missiagbéto, 2008, *La conférence nationale et son impact sur la vie politique au Togo de 1990 à 2003*, Mémoire de maîtrise en Histoire contemporaine, Université de Lomé, 104 p.

ADIKOU Missiagbéto, 2021, « Le Haut Conseil de la République dans les crises politiques au Togo de 1991 à 1992 » in *Djiboul, Revue Scientifique des Arts Communication, Lettres, Sciences Humaines et Sociales*, N°002 volume 4, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire p.424- 437.

AGBOBLI Kodjo, 1987, *Vingt ans avec le Général Eyadema, 1967/1987 ? Histoire économique du Togo*, Paris, Trévisse, 240 p.

WIYAO Evalo, 2021, *Togo, processus de réconciliation et d'union nationale à l'épreuve des préjugés coloniaux (1914-1991)*, Lomé, Presses de l'UL, 333p.